



Lior Rubin/StillPictures

Reconquête

des terres

CRISTINA NARBONA décrit l'expérience d'un pays développé en matière de désertification et les mesures prises au niveau national pour faire face au problème

Pays développé touché par la désertification, l'Espagne a été à l'avant-garde de la lutte contre ce phénomène pendant plus d'une centaine d'années. Elle a commencé la remise en état des zones terrestres dégradées dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Depuis lors, un dixième du territoire du pays – soit quelque 5 millions d'hectares de terres – aurait été reboisé pour assurer la protection des sols et la régulation du cycle de l'eau.

L'Espagne a été le premier pays industrialisé à appliquer les recommandations issues de la Conférence sur la désertification tenue à Nairobi en 1977, en élaborant dès l'année suivante le Programme d'action pour les zones côtières de la Méditerranée. Trois ans plus tard, elle a lancé la mise en œuvre du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, à travers son projet LUCDEME, qui se poursuit jusqu'à ce jour. Elle a ensuite pris une part active à la négociation de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD) et de l'annexe relative à l'application de la Convention dans la zone du Nord de la Méditerranée.

Le pays a procédé à une étude diagnostique détaillée de la désertification sur son territoire à travers son Programme d'action national pour la lutte contre la désertification, en analysant notamment les interactions avec les structures de

planification stratégique. Cette initiative a mis en relief le besoin de cohérence entre les principes et les mesures envisagés dans le cadre du plan d'action national et des initiatives sectorielles telles que le Plan forestier national et la planification forestière régionale, le Plan national de gestion des ressources en eau et les plans d'aménagement des bassins hydrographiques, les programmes d'aménagement du territoire et de développement rural, et le Plan national pour l'irrigation. Les principes énoncés dans la Convention ont également été intégrés aux exigences agro-écologiques pour l'obtention d'une assistance au titre de la Politique agricole commune, ainsi que dans une nouvelle loi sur la gestion des montagnes, dans les mesures réglementaires visant à réhabiliter les aquifères surexploités, dans les plans de lutte contre la sécheresse et dans d'autres domaines plus étendus tels que la politique de développement rural.

Planification stratégique

Il ressort du diagnostic que des progrès sensibles ont été réalisés par le passé, mais que les politiques et les mesures appliquées ont été dispersées, car les questions intéressant les sols et les ressources en eau ont une incidence sur de nombreux secteurs d'activité. Il importe donc de coordonner les politiques conçues dans le cadre du Plan d'action national, condition essentielle pour trouver des solutions cohérentes et pour prévenir tout conflit pouvant avoir des conséquences préjudiciables en matière d'utilisation des terres.

L'Espagne a mis en œuvre un large éventail de mesures pour la gestion des terres agricoles, des forêts et des ressources en eau, dans les domaines de la recherche-développement, du suivi-évaluation et de la sensibilisation.

L'adoption de réglementations respectueuses de l'environnement a permis de tenir compte des considérations environnementales dans la politique agricole relative aux prix et aux marchés, grâce à une série de mesures et de pratiques préventives visant à freiner la désertification. Le train de mesures agro-écologiques – qui impose le respect d'un code de bonnes pratiques à tous les agriculteurs – a été renforcé et s'est révélé être un instrument utile pour combattre la désertification. Des résultats positifs ont été enregistrés dans un autre programme qui offre des incitations au reboisement, notamment dans les zones à rendement marginal.

Le Plan forestier national – dont les objectifs, les priorités et les principes directeurs sont intégrés aux stratégies et plans régionaux – a pour but de protéger les sols contre l'érosion et la désertification, de réguler les sources et les réserves d'eau, ainsi que d'entreprendre un aménagement dynamique des bassins hydrographiques, axé sur la gestion durable des ressources.

Ces activités sont cofinancées par l'Union européenne, et la Direction de la diversité biologique investira quelque 80 millions d'euros dans le Plan durant la période 2005-2008 : au titre de l'exercice en cours, 10 millions d'euros seront consacrés à des interventions d'urgence pour la remise en état des zones endommagées par les incendies de forêt. Chacun des instruments de planification utilisés – à savoir l'Inventaire national des sols touchés par l'érosion, la Carte forestière et les Activités prioritaires prévues pour la reconstitution des ressources en eau et des forêts, la lutte contre l'érosion et la prévention de la désertification – prévoit un éventail d'activités de base, définit les domaines prioritaires, énonce des propositions et évalue les interventions éventuellement requises.

Entre autres mesures envisagées dans ce domaine, un plan d'aménagement des ressources forestières sera établi pour assurer la gestion durable des forêts. Plus de 16 millions d'euros seront investis dans l'amélioration des installations de prévention, de surveillance et d'extinction des incendies ►

de forêt, de même que dans la promotion de la sylviculture préventive et des campagnes de sensibilisation. Des travaux seront entrepris pour protéger les zones de montagne contre les ravageurs, les maladies et les dégâts provenant de la sécheresse et d'autres phénomènes climatiques nuisibles.

La politique de l'eau

La politique de l'eau permet de combattre la désertification par l'atténuation des effets de la sécheresse et par la gestion des eaux souterraines et de la salinisation des sols à l'aide des systèmes d'irrigation. Les autorités des bassins fluviaux ont prévu des plans d'action spécifiques pour les situations d'urgence et la sécheresse, ainsi qu'un système global d'indicateurs relatifs aux ressources en eau. Le ministère de l'environnement et de l'agriculture et celui des pêches et de l'alimentation ont mis en place un Observatoire national de la sécheresse, qui sert de centre de connaissances pour la prévision, l'atténuation et la surveillance continue des effets de ce phénomène. L'administration des services agricoles offre une assurance contre la sécheresse pour les principales cultures pratiquées dans les zones arides.

La gestion et la protection des eaux souterraines seront incorporées au plan d'aménagement des ressources en eau, et un plan d'action pour les eaux souterraines sera mis en place pour chaque bassin hydrographique afin d'en faciliter l'utilisation durable. Selon la loi sur les ressources en eau, le plan à établir pour chaque bassin devra comporter un volet sur la conservation de l'eau, des forêts et des sols, et inclure des mesures de protection des bassins de réception et de régulation du cycle hydrologique. Ces éléments figurent dans le Plan national de gestion des ressources en eau, alors que le Plan national pour l'irrigation prévoit des critères écologiques pour l'aménagement des terres et des ressources en eau afin de prévenir la dégradation des sols, de faciliter la reconstitution des aquifères et de ralentir la désertification. Il existe également un programme pour la surveillance environnementale de l'irrigation, le suivi de l'évolution de ses effets et l'application de mesures correctives, le cas échéant.

L'Espagne dispose d'une communauté de chercheurs importante et diversifiée qui réalise des études sur la désertification. Les principales études ont été faites dans les années 1970 : bon nombre d'entre elles faisaient partie du projet LUCDEME, tandis que d'autres étaient réalisées par les universités et le Conseil supérieur de la recherche scientifique. A partir de 1986, toutes ces initiatives ont été intégrées au Plan national de recherche-développement. Ces questions ont aussi été abordées par les communautés autonomes et l'Union européenne.

Divers instruments d'évaluation, de surveillance et de recensement des zones touchées par la désertification sont décrits dans le document de travail du Plan d'action national. La Direction de la diversité biologique est chargée des activités suivantes :

- Les cartes des sols au titre du projet LUCDEME, qui permettent de planifier la remise en état ou la réhabilitation des zones touchées par la désertification, et qui sont essentielles pour la préparation de cartes indiquant l'exploitabilité et la vulnérabilité de tout territoire considéré. Elles ont été établies depuis 1985 par le biais d'une collaboration entre les universités et le Conseil supérieur de la recherche scientifique. Les 142 cartes qui existent couvrent 13,93 % du pays et seront étendues à moyen terme à l'ensemble des provinces concernées. Les activités de cartographie et de numérisation nécessiteront plus de 450 000 euros en 2006-2007.

- Le réseau de surveillance et d'évaluation de l'érosion et de la désertification (dans le cadre du projet LUCDEME) est constitué de 46 stations expérimentales gérées par des universités et

des centres de recherche sur la base d'accords conclus avec la Direction de la diversité biologique. Créé en 1995 pour coordonner et exploiter les résultats de divers travaux de recherche effectués à partir des années 1980, ce réseau permet d'assurer sur le site une surveillance continue et minutieuse des mécanismes de base de la désertification. Le coût de son fonctionnement sera de 1,5 million d'euros durant la période 2006-2008.

- L'évaluation de la lutte contre la désertification, pour la démonstration des techniques efficaces à appliquer dans les zones touchées, et la diffusion des stratégies et des méthodes de réhabilitation en Espagne et dans d'autres pays membres visés à l'Annexe IV de la CCD. La dotation budgétaire pour cette activité sera de 380 000 euros.

- L'inventaire national des sols endommagés par l'érosion, qui est une mise à jour de la carte indiquant l'état de l'érosion sur le plan national, établie entre 1986 et 2002. Les cartes concernant 13 provinces ont déjà été publiées, six autres sont en cours d'établissement et des travaux commenceront très bientôt pour quatre nouvelles provinces. La dotation budgétaire pour ce volet sera de 3 millions d'euros.

- La mise au point d'un système d'indicateurs de la désertification à l'échelle nationale. Les critères sélectionnés et définis seront appliqués à des cas spécifiques.

Un registre et une base de données décrivant tous les secteurs liés à la lutte contre la désertification sont en préparation et plusieurs réunions et ateliers sont prévus pour promouvoir leur assimilation et leur amélioration sur le plan technologique. D'autres activités en cours comprennent la publication de documents et la tenue d'expositions. Un réseau de projets de démonstration est mis en place sur la réhabilitation et la gestion durable des zones touchées : ce processus permet de définir, de formuler et d'élaborer un ensemble de projets, ainsi que de déterminer la faisabilité technique, environnementale et économique des propositions concernant la gestion, l'utilisation et la réhabilitation des terres associées à la lutte contre la désertification.

L'Espagne accueillera deux grandes réunions destinées à étudier en profondeur tous les aspects de la désertification. Le deuxième Symposium international sur la désertification et les migrations aura lieu à Almeria du 25 au 27 octobre 2006 à l'occasion de la célébration de l'Année internationale des déserts et de la désertification. Puis, à l'automne 2007, elle tiendra la huitième réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ■

Cristina Narbona est Ministre de l'environnement en Espagne.

